

## Décision individuelle N° 2022-296

**Pétitionnaire** : Association des Guides et Scouts de Monaco – M. ROUANET Paul Vice-président  
**Adresse** : 19 rue des Papalins L'Arche 98000 MONACO  
**Nature de la demande** : Consolidation par un gabion de plus, pose du platelage, des garde-corps, contre-vent, chasse-pieds  
**Intitulé du projet** : Travaux sur passerelle de Tavels - Mollières  
**Localisation** : Mollières – commune de Valdeblore

### La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14, 21 et 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 7 juin 2022 par M. ROUANET Paul Vice-président de l'Association des Guides et Scouts de Monaco,

**Considérant** que les travaux ont pour objet la reconstruction de la passerelle de Tavels qui est un ouvrage de franchissement intégré à un itinéraire inscrit au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée,

**Considérant** que cet ouvrage a été fortement endommagé par les crues générées par le passage de la tempête Alex en octobre 2020,

**Considérant** la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

### DÉCIDE

#### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

L'Association des Guides et Scouts de Monaco, représentée par son vice-président en exercice M. ROUANET Paul, est autorisée à réaliser des travaux dans le cœur du Parc national du Mercantour, consistant en la reconstruction de la passerelle permettant de traverser le vallon de Tavels sur le sentier PDIPR entre les balises 263 et 265, et a installé un campement de chantier pour 17 personnes au sein du hameau de Mollières, sur la commune de Valdeblore.

Les travaux ont pour objet :

- la pose d'un gabion supplémentaire en rive droite de 40 à 50 cm d'épaisseur pour que les 4 billes de bois reposent en pleine section sur les gabions,
- pose de 60 planches de Mélèze de 100\*185\*5 cm et 6 de 200\*15\*5 cm,
- pose des poteaux et garde-corps, contre-vents et chasse-pieds.

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Prescriptions relatives au remplissage en pierres du gabion

2.1. Le prélèvement de matériaux dans les lits majeur et mineur du cours d'eau est strictement interdit.

Seules les accumulations de matériaux sur la plate-forme de la piste pourront être mobilisés pour constituer le gabion.

2.2. Les prélèvements de pierres sur site restent limités à une cueillette manuelle, à l'unité et dispersée de blocs libres (non enterrés même partiellement) de petites dimensions.

2.3. L'importation de matériaux en provenance de l'extérieur du cœur du parc national n'est pas autorisée par la présente.

2.4. La présente décision vaut autorisation de prélever des pierres sur les alentours du chantier pour les besoins exclusifs des travaux.

Ces prélèvements ne devront pas dégrader les vestiges témoins des activités passées (types murets) ni modifier le profil général des pierriers naturels en créant une excavation.

- Prescriptions relatives aux travaux sur la passerelle

2.5. Les travaux ne devront avoir aucune interaction directe ou indirecte avec le cours d'eau.

- Prescriptions relatives aux installations de base vie temporaire

2.6. Le bénéficiaire est tenu d'associer le service territorial concerné du Parc national du Mercantour avant de procéder à quelque installation de campement, afin d'en définir le périmètre précis d'implantation.

Contacts :

chef de service : LACOSTE Romain (romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr ; 06 16 27 64 33)

adjoint : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr ; 06 46 45 64 82)

2.7. Au titre des installations constitutives du campement et à l'exclusion de tout autre élément, sont autorisés :

- l'installation de tentes en toile. Celles-ci devront être de couleur foncée et sobre ;
- si besoin, l'installation de petits mobiliers légers dits « de camping », entièrement amovibles et très rapidement déplaçables en cas d'urgence.

2.8. Aucun rejet d'eaux usées n'est autorisé directement dans le milieu aquatique.

2.9. Les éventuels prélèvements d'eau nécessaires à la vie courante seront effectués dans le torrent sans aucun aménagement des berges ou du fond du lit.

2.10. Aucun creusement des sols, aucune coupe d'arbres ou d'arbustes ou installation fabriquées à partir de ressources localement prélevées ne sont autorisées.

2.11. La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de l'utilisation du campement.

A ce titre, il est notamment rappelé l'interdiction de faire du feu (hors réchaud autonome) ou d'utiliser des appareils de diffusion sonore.

2.12. Une copie de la présente autorisation sera affichée de manière permanente sur le lieu du campement et pendant toute la durée de validité de celle-ci, afin d'informer le public du caractère dérogatoire de ces installations temporaires. Cet affichage devra être entièrement amovible et ne pas porter atteinte, de quelque manière que ce soit, aux éléments fixes du paysage (arbres, rochers...).

2.13. Le lieu sera laissé en parfait état de propreté durant toute la durée de validité de la présente.

2.14. A échéance, l'intégralité des installations et éléments de mobilier sera évacué du cœur du Parc national. Les déchets de la vie quotidienne, y compris les déchets biodégradables (restes de nourriture, papier toilette...), devront être collectés, triés, stockés dans des contenants ne permettant pas leur dispersion par la faune sauvage et évacués vers des lieux de collecte autorisés.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée à compter de sa notification au pétitionnaire jusqu'au 08 août 2022 inclus.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Responsabilité**

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

### **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 29 juillet 2022

La directrice-adjoint  
du Parc national du Mercantour



**Sandrine GRANDFILS**

Copie :

- service territorial Vésubie
- J. CHAUDET

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.